



L'HIRONDELLE

QUOTIDIEN INDEPENDANT D'INFORMATION GENERALE

Directeur de Publication et de Rédaction : Judes ZOSSE (Le Grand) Tél. (236) 75.04.49.45

N°4773 du mardi 09 Juin 2020

Prix : 300 Fcfa

L'inévitable consensus national que Touadéra n'aurait jamais voulu...

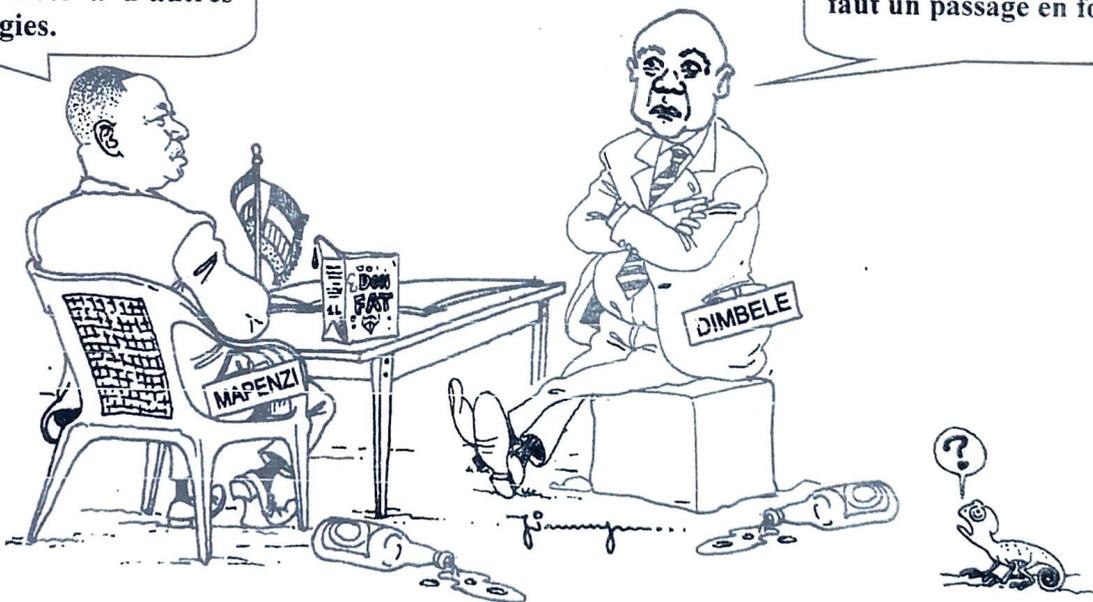
RCA : Les dix (10) plaies inguérissables du régime de TOUADERA...

Maxime KAZAGUI réagit aux accusations portées contre lui

Les acteurs du transport urbain pessimistes face au paiement des taxes

Mon cher, les choses se compliquent. Il va falloir penser à d'autres stratégies.

Tout sauf, la concertation avec les opposants ! Il faut un passage en force.



L'Hirondelle désormais sur <http://hirondellerca.wordpress.com>

SIDIKI annonce son départ de l'Accord de Khartoum..

SOMMAIRE

- * RCA : Les dix(10) plaies inguérissables du régime de TOUADERA... ..Page 2
- * OPPDH présente le rapport socio-anthropologique sur la VBG en période de COVID-19 dans 3è arrdtPages 3
- * Les acteurs du transport urbain pessimiste face au paiement des taxes ...Page 3
- * L'inévitable consensus national que Touadéra n'aurait jamais voulu... ..Page 4
- * Maxime KAZAGUI réagit aux accusations portées contre luiPages 5
- * La Chine, aux côtés de la Mairie du 5è arrondissementPage 6
- * Les acteurs du transport urbain pessimiste face au paiement des taxesPage 6
- * OPPDH présente le rapport socio-anthropologique sur la VBG en période de COVID-19 dans 3è arrdtPage 7
- * Annonce : CASHPage 8
- * Célestin Yanindji intervient pour éclaircir le communiqué de la FCFPage 8

FACE A NOTRE DESTIN

RCA : Les dix(10) plaies inguérissables du régime de TOUADERA...

Les signes de la fin des temps en politique ne trompent jamais : impopularité, illégalité, illégitimité, incohérence, incompetence, injustice, indigence, impuissance, insécurité et surtout hystérie. Le régime DE Bangui est au bord de l'implosion ; du moins, ce n'est qu'une question de temps pour pouvoir assister AUX DESUNIONS DES CŒURS.

Assurément, il est presque tard de soigner le mal incurable que le régime actuel semble porter originellement dans son code politique. D'aucuns seraient tentés de croire aux dix plaies d'Égypte qui s'abattent impitoyablement sur le régime en place qui ne cesse d'aller d'échec en échec. RIEN NE VA PLUS.

En effet, point n'est besoin de rappeler que l'avis négatif de la Cour Constitutionnelle relatif à la proposition de la loi relative à la modification de la Constitution vient de sonner le glas de la fin de ces quatre (4) dernières années. En plus de l'impopularité historique du Chef de l'État en ce moment, nous venons de constater que les tenants du pouvoir veulent mettre en place un État où, il n'y a ni Foi, ni Loi : un régime où l'illégalité est institutionnalisée, la corruption consacrée, les détournements des biens publics dépenalisés, etc.

Une autre marque de fabrique de ce système est sans doute l'incohérence qui caractérise les prises de décisions. En absence des politiques publiques crédibles, on se retrouve aujourd'hui, avec la juxtaposition des activités politiques incertaines.

Comment ne pas aussi évoquer l'impuissance dans laquelle notre gouvernement est plongé. Des décisions politiques par procurations dictées par des intérêts totalement aux antipodes des intérêts de la population sont aujourd'hui béatifiées par les tenants du pouvoir. La question par exemple des élections est une illustration parfaite de l'impuissance de ce régime condamnée à recevoir les diktats de l'extérieur.

Pour finir, la légitimation de l'insécurité par la promotion sociopolitique des criminels est la plus grande plaie du régime de TOUADERA. C'est elle finalement qui fera mourir toutes les ambitions populistes et électoralistes du régime actuel. C'est décidément, la plus grande injustice de l'histoire politique centrafricaine contre laquelle le peuple fera par tous les moyens «Justice» un jour. Attendons donc de voir car les jours sont biens comptés.

LHRD

L'HIRONDELLE

BP : 1270 BANGUI /Tél (236) 75.04.49.45

Email : hirondelhrd@yahoo.fr

Siteblog : http://

hirondellerc.wordpress.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET
DE REDACTION

Judes ZOSSE (Le Grand)
(75.04.49.45)

REDACTEUR EN CHEF

Judes ZOSSE

SECRETAIRE DE REDACTION

Ben Wilson NGASSAN

COORDONNATEUR EXTERIEUR

Alfred SALAMATOU (72. 10. 94. 97)

REDACTEURS

Rémy Sérafégan (75.91.73.46)

Ronald AUGIER

Bienvenu PAVA

MAQUETTE & REALISATION

"TRYPHON PRODUCTION"

CARICATURISTE-INFOGRAPHE

Jimmy Ndossi (75.57.59.79)

RELATIONS COMMERCIALES

Patrick AUBERTEL (72.50.82.37)

COMPTABLE GESTIONNAIRE

Théophile MBAYA (75.04.78.20)

IMPRIMERIE

IMPRIMERIE L'HIRONDELLE

L'
H
I
R
O
N
D
E
L
L
E

OPPDH présente le rapport socio-anthropologique sur la VBG en période de COVID-19 dans 3^e arrdt

Après un atelier de présentation du rapport d'étude évaluative socio-anthropologique rapide sur les VBG en période de confinement et les mesures barrières liées à la pandémie coronavirus dans le 3^e arrondissement de Bangui, le vendredi 05 mai dernier, OPPDH s'explique par les facteurs socioculturels et religieux.



En effet, le coordonnateur, de l'Organisation des partisans pour la paix et le Développement Communautaire Holistique (OPPDCH), M. Boris KOSH KOMBA, s'est confié à la rédaction du journal L'HIRONDELLE, en vue d'expliquer la raison de ce rapport d'étude évaluative socio-anthropologique rapide sur les VBG en période de confinement et les mesures barrières liées à la pandémie coronavirus dans le 3^e arrondissement de Bangui.

LHRD : pourquoi avez-vous eu l'idée de réaliser cette étude évaluative liée au COVID-19 alors que vous n'est qu'une ONG nationale ?

B K -K : C'est un constat lié au COVID-19 pendant la période de confinement, en dépit de mesures barrières édictées par le gouvernement, et le nombre de décès dans le monde voire en Afrique, le COVID-19 n'a pas fait peur. Cette pandémie continue d'être perçue (comme une fiction) étant donné que, la réappropriation de ces mesures par la population pose encore problème. Nous vous informons qu'OPPDCH est une organisation nationale mais qui a reçu beaucoup de renforcement des capacités techniques sur plusieurs angles à travers les réseaux de certains ONGI comme CIPP (Central Africain Republic InterfaithPeacebuilding Partnership) sur : la bonne gouvernance, la cohésion sociale, la VBG, la guérison du Traumatisme et de l'éducation à la paix ; OPPDCH est aussi membre de la MAISON DE SERVICE et a reçu plusieurs formations de BIOFORCE par l'appui de l'OXFAM sous le financement de BEKOU de l'Union Européenne sur : La structuration Associative et Ressources Humaine, la Gestion de Projet, le Monitoring, Suivi Evaluation et Reporting des activités, la Sécurité logistique, la Gestion Financière et Bailleurs de Fond. Voilà toutes ces étapes auxquelles OPPDCH qui est une ONG nationale a traversé pour qu'elle soit autonome.

LHRD : Pourquoi le choix du 3^e arrondissement, M. le Coordonnateur

B K-K : Le 3^e arrondissement est la seule zone économique de la capitale Bangui, et que tous les

autres arrondissements font beaucoup leurs actions commerciales dans cette zone. Elle est souvent très mouvementée et jusqu'aux heures tardives, l'application des mesures barrières de COVID-19, n'est pratiquement fait dans le 3^e arrondissement. Les transactions commerciales des produits venant du Cameroun voisin constitue une menace sérieuse en raison de ces transactions comme vecteur de contamination.

LHRD : Quel est l'objectif de cette étude ?

B K-K : De façon générale, cette étude vise à évaluer les violences faites aux femmes en période de confinement dans le 3^e arrondissement de Bangui et les perceptions socio anthropologiques des populations liées au COVID-19. Plus spécifiquement, il s'agit : D'identifier les segments des femmes et hommes victimes des violences faites aux femmes en période de confinement ; Dégager la typologie de ces VBG en période de confinement dans le 3^e arrondissement de Bangui ; Déterminer les causes et conséquence de ces VBG en période de confinement ; Ressortir les perceptions socio-anthropologiques des populations du 3^e arrondissement liées au mesures barrières et le niveau de réponse nécessaire des acteurs concernés ; Définir des actions et réponses sociales (recommandations) appropriées et prioritaires de prévention ; Organiser un atelier de validation de la présente étude.

LHRD : Quels sont les résultats obtenus de cette étude ?

B K-K : L'évaluation a montré que l'augmentation de VBG en période de confinement dans le 3^e arrondissement est due aux chômage partiels de l'homme. Ces VBG sont beaucoup plus économiques, psychologique et un pic sexuel (plus élevé) par exemple : excès de rapport sexuel non consenti (7 jours sur 7 au lieu de 3 jours sur 7 avant le COVID). Les menaces, les bagarres voire les divorces ; L'étude a également relevé une perception socio-anthropologique erronée (du COVID-19). Elle s'explique par les facteurs socioculturels et religieux. A titre d'illustration, pour la plupart de populations du 3^e arrondissement, cette maladie est descendue par Dieu ou les dieux, pour le Coronavirus est une forme de grippe auquel l'africain est résistant, et les kits liés au COVID-19 sont quasi inexistant, ou insuffisant en nombre dans certains quartiers, y compris l'eau et les actions en matière de guerre et du COVID-19 sont à intensifier.

**Propos recueillis par
Bienvenu PAYA**

Les acteurs du transport urbain pessimiste face au paiement des taxes

Il y'a de cela deux semaines, la RPM de la Mairie de Bangui a animée un point de presse dont elle a rappelé aux acteurs du transport urbain centrafricain l'annonce du prochain recouvrement sur les têtes de stationnement qui se trouvent dans les 8 arrondissements de la ville de Bangui.

La période du coronavirus a touché plusieurs secteurs économiques, notamment celui du transport urbain en république centrafricaine. L'apparition de cette maladie a suscité d'énorme changement socio-économique, par rapport à l'application des mesures barrières dans les taxis et bus.

L'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Social (ICASEES) a noté une hausse de prix du transport qui est passé de 150 à 250 Francs CFA pour les bus et taxis, et le nombre de passager qui est réduit de 6 à 3 passagers (taxis) puis 20 à 8 pour (les bus).

Ce qui impact aujourd'hui le revenu journalier de ces acteurs du transport urbain à Bangui et de ses environs. Viens ensuite la Mairie de Bangui qui veut passer en action pour récolter les taxes trimestrielles.

Une frustration dans le camp des conducteurs

Chez les chauffeurs de taxi, cette annonce est considérée comme un effet d'annonce, en centre-ville de Bangui répondent de la même manière.

«La Mairie de Bangui n'a pas pitié de nous», selon Mathurin, un conducteur de taxi, qui se retrouve aujourd'hui dans l'incapacité de payer la recette demandée par la municipalité de la ville de Bangui.

Ces derniers sont pour le moment dépassés par la crise sanitaire qui est venue bouleverser leur équation. Ils souhaitent à ce que le gouvernement trouve une mesure d'accompagnement afin de leur faciliter la tâche.

Il est vraiment trop tôt pour passer à l'action, normalement la Mairie de Bangui doit aussi attendre un certain temps, nous savons tous que ces recettes constituent la ressource principale de la Mairie de Bangui. A l'heure actuelle, le prix du carburant garde toujours son même montant donc, nous pouvons comprendre que les acteurs du transport urbain sont asphyxiés.

AUGIER Ronald

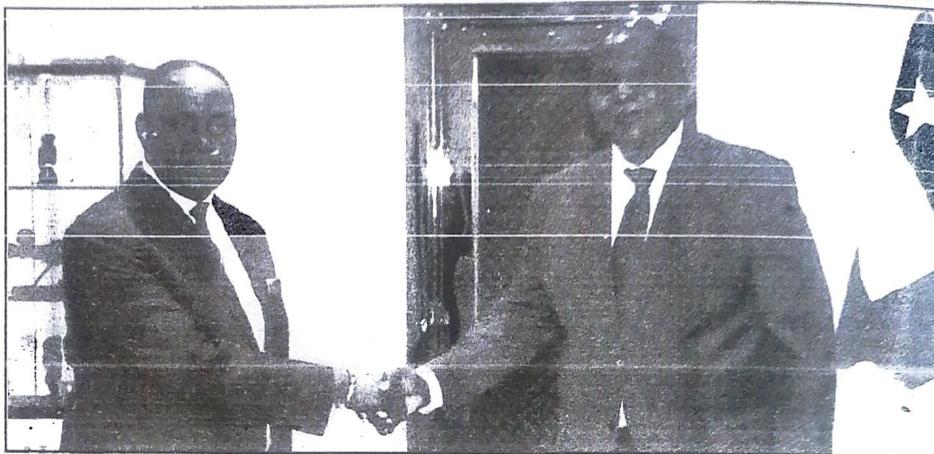
L'inévitable consensus national que Touadéra n'aurait jamais voulu...

Face à l'imminent et l'inévitable glissement électoral en vue, les autorités centrafricaines n'ont d'autres solutions que de dialoguer avec leurs concitoyens. Mais, Touadéra et son collectif semblent être très fermés au dialogue et à la concertation. Un consensus national manqué qui risquera d'ouvrir la voie à une énième crise politique et sécuritaire.

Eh oui l'actuel locataire du palais de la Renaissance semble être très fermé au dialogue véritable avec les acteurs démocratiques. Eh oui Touadéra semble être plus à l'écoute des chefs rebelles que des filles et fils du pays qui, pourtant l'ont accordé leur suffrage. Vivement, toutes les voix qui s'élèvent pour appeler l'Homme du 30 Mars 2016 au dialogue national semblent intervenir en vain.

Le mathématicien de Damara fait tout à sa tête et n'a que son intuition qui lui guide la gouvernance de la République. Figurez-vous que des citoyens avertis et certains médias de la place ont été aussi nombreux à rappeler aux actuelles autorités centrafricaines l'impossibilité de tenir les élections à bonne date. Les justifications se sont portées en grande partie sur le retard déjà accusé par l'institution en charge des élections. Car, dans le long de ce retard, l'on a des opérations techniques qui devraient se tenir dans les régions du pays en dépit de la sécurité toujours délétère et de la saison qui ne sera du tout pas favorable. En plus, les autorités centrafricaines ne sont toujours pas encore parvenues à boucler les financements relatifs à la bonne organisation de ces élections. Pendant, ce temps, les groupes armés durcissent jour après jour leurs positions et ne manquent jamais d'occasion à conquérir de nouveaux espaces.

Diantre ! Tout cela ne suffit pas pour appeler Touadéra à la retenue et au sens du dialogue national. Seulement qu'il n'y a pas que les médias ou les acteurs démocratiques qu'on soupçonne souvent à tort de partisan de la transition politique, la Cour Constitutionnelle, de par son rôle de gardienne de la Constitution à su marquer les pas dernièrement lors de son dernier verdict. Mme Darlan et ses compères juges ont une fois de plus signifié au Président de la République, que face à l'imminent et l'inévitable glissement électoral, la République n'a que le consensus national comme solution de sortie de crise. Bref, quelques jours déjà après le verdict de la Cour Constitutionnelle, non seulement les autorités en place n'ont encore commenté la décision de la Cour, au pire, aucun dispositif n'est à ce jour mis en place pour permettre de provoquer une concertation nationale. Attendons



de voir !

des sujets qui touchent à la vie de la nation ?

Gagné par une froide stupeur face à cet enfermement du Chef de l'Etat au dialogue avec ses concitoyens, l'on a tendance de croire que l'homme du 30 Mars a horreur du débat ou a simplement peur d'une transition politique. Est-ce le mot qui fait peur ? C'est d'ailleurs la bête féroce que son camp ne manque jamais de redouter dans ses prises de position. En attendant, Touadéra a-t-il compris la maxime de « gouverner, c'est prévoir » ? Souhaite-t-il être devant les faits accomplis pour se rendre compte qu'inévitablement, il doit se concerter avec ses concitoyens sur

Si au Palais de la Renaissance, l'Homme du 30 Mars a encore des conseillers, c'est maintenant ou jamais qu'ils doivent dire à ses oreilles que le peuple a besoin d'être écouté et pris en compte dans la gestion de la République. Cette démarche lui permettra effectivement de faire éviter à la République Centrafricaine une nouvelle crise politique voire militaire. Ce que le peuple ne souhaiterait pas. Monsieur le Président, la démocratie, c'est d'abord le dialogue.

Ben Wilson NGASSAN

SIDIKI annonce son départ de l'Accord de Khartoum...

Contre toute évidence, le leader des 3R aurait annoncé ce Lundi 08 Juin son départ de l'Accord de Khartoum signé en Février 2019. Selon les informations qui nous sont parvenues, le criminel de la région du Nord-Ouest aurait procédé à l'embrasement des champs et des plantations, aussi et surtout à la reconquête de nouveaux territoires. La nouvelle n'a pas manqué aux premières heures de susciter la réaction de certains acteurs politiques centrafricains. Dans ce lot, la prise de position de Martin ZIGUELE, du MLPC qui qualifie cette rétraction d'une « guerre visible engagée contre le peuple centrafricain ». En attendant, les réactions du gouvernement centrafricain qui ne manquera de caresser pour une énième fois le mercenaire nigérien dans le sens du poil, tout porte à croire que SIDIKI s'inscrit clairement dans une stratégie politico-militaire inavouée.

(Suite page 5)

Maxime KAZAGUI réagit aux accusations portées contre lui

Le Ministre de la communication et des Médias, Ange Maxime KAZAGUI, a réagi ce vendredi 05 juin sur la question des détournements des matériels Techniques de la Télévision Centrafricaine et la Radio Centrafrique et la nomination du Directeur de Service Techniques (DST) qui fait couler de l'encre et de salive sur les réseaux sociaux et les médias. C'est lors d'une conférence de presse qu'il a donné.

D'entrée de jeu, le Chef du département de la Communication, a rejeté en bloc cette accusation et annonce de saisir la justice pour la diffamation. Selon lui, les réformes entreprises sous

martelé.

En défendant ces allégations, le porte-parole du Gouvernement a précisé que qu'il n'y'a jamais eu de valise satellitaire dans équipements fournis à la TVCA. «*Ce que je vais vous dire c'est que dans le projet que nous monté avec le Groups Anecdote, il n'a jamais de valise satellitaire, moi je les ai jamais vu. Ce qui est dans les équipements livrés partiellement par la Télé Consul, sem-*

ble-t-il, il y'aurait eu une valise satellitaires et bien d'autres choses que j'avais décidé de laisser à coté et de ne voir qu'après que nous ayons commencé la nouvelle télé», a-t-il fait valoir.

Pour conclure, Le membre du Gouvernement a promis tenter une action en justice contre ceux qui sont dans la diffamation.

Bienvenu PAYA



sa responsabilité se font dans la transparence pour les restructurations des médias d'État en ruine

Selon les faits, le porte-parole du gouvernement a été formellement pointé du doigt par un média local d'avoir détournée une partie des fonds et des matériels dédiés à la réhabilitation de la télévision Centrafricaine.

Dans son propos liminaire, le membre du gouvernement, Ange Maxime KAZAGUI, a fait savoir qu'il s'agit là des allégations gratuites sans fondement visant à tenir son image. «*Parmi les accusations, il a été dit que nous aurions détourné une valise satellitaire et que nous aurions trompé le président de la République», a*

(Suite de la page 4)

Abass Sidiki, chef d'État major de 3R (Retour, Réclamation et réhabilitation) a annoncé dans un communiqué publié le vendredi 5 juin le retrait de son mouvement de l'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) signées le 6 février 2019 entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés. Et il met en garde les autorités contre une éventuelle attaque des FACA contre ses bases.

«Le mouvement 3R (Retour, réclamation et réhabilitation) décide de la suspension de toute sa participation aux organes de mise en œuvre de l'APPR-RCA», a indiqué le chef rebelle Abass Sidiki dans son communiqué. Toutefois, il demande par ailleurs à ses hommes de «répliquer avec la dernière force en cas d'attaque contre ses bases par les forces gouvernementales».

Cette réaction de 3R intervient juste quelques minutes après la

décision de la cour constitutionnelle rejetant en bloc le projet de la révision constitutionnelle initié par quelques députés de la majorité, et appuyé par le chef de l'État Faustin Archange TOUADERA. Une simple coïncidence ou une stratégie du pouvoir ? s'interrogent les Centrafricains.

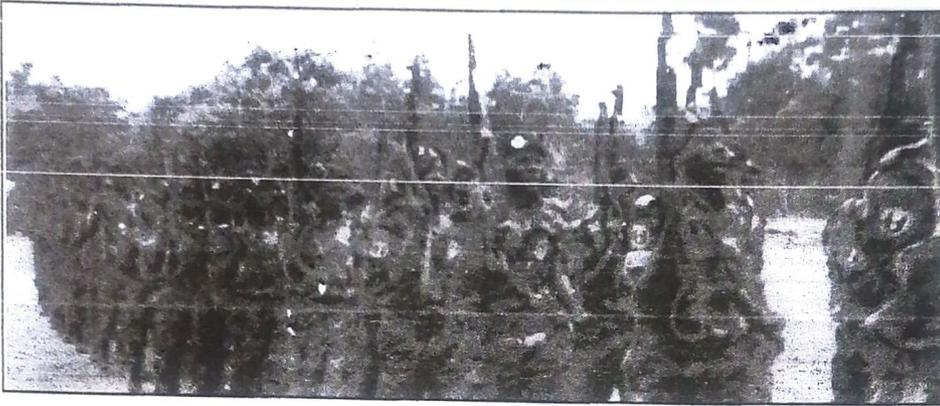
Dans son communiqué, le chef rebelle a également réaffirmé l'engagement de son mouvement pour la mise en œuvre de l'APPR-RCA si les menaces et les intimidations contre le 3R cessent : «le mouvement 3R réaffirme son engagement irréversible dans le processus de mise en œuvre» de l'accord de paix «si les menaces, les provocations cessent».

Rappelons que le mercredi dernier, la Minusca avait mis en garde Abass Sidiki «contre sa tendance expansionniste» en violation de l'accord politique pour la paix et la réconciliation.

LHRD

Messieurs les gouvernants : «être libre, c'est aussi sur l'ensemble des 623.000 KM2 de superficie...»

Les élections approchent à grands pas et vont marquer la fin de la gouvernance de Touadéra. Mais les Centrafricains en majeure partie semblent ne pas apprécier favorablement la gouvernance de Touadéra en matière de sécurité. De nombreux observateurs ont le sentiment qu'il y a eu en quatre ans plus de démagogie en matière de sécurité publique que la sécurité elle-même.



Eh oui, il n'y a jamais eu aussi trop de fanfaronnade qu'il n'y eut au sujet de la sécurité des centrafricains après les récentes crises. Eh oui, il n'y a jamais eu aussi trop de chantage au sujet de la liberté des centrafricains sur leurs propres territoires. Mais, de façon la plus drôle, la vraie liberté à laquelle aspire des milliers de centrafricains semble tout à fait être différente de celle qui émaillie les discours politiques et propagandistes. A défaut de se tromper, peut-être depuis 2016, les centrafricains se sont résumés qu'à ceux qui vivent sur l'espace de la capitale centrafricaine. Si non, dans les régions du pays, aucun ressenti après quatre ans de gouvernance, marqué d'accord de paix et de programme politique axé sur le retour de la paix, de la sécurité et la réforme des armées. Chers messieurs les gouvernants, rappelez-vous cette haute maxime de Max Stirner : **«La liberté ne peut être que toute la liberté ; un morceau de liberté n'est pas la liberté»**. C'est vrai qu'il y a eu plus de propagande au sujet de la sécurité des centrafricains que la sécurité elle-même. C'est vrai qu'il y a eu plus de propagande au sujet de la réforme de l'armée que l'armée elle-même. L'évidence de la liberté des centrafricains ne s'est traduite au bout de quatre ans que par la conquête de nouveaux territoires, les brimades des groupes qui ont pactisé de façon unilatérale avec les gouvernants. La liberté des centrafricains en quatre ans ne s'est traduite que par la multiplication des groupes armés qui hante le souvenir des filles et des fils de ce pays.

Bref, travailler pour sa nation revient à le faire de façon réfléchi, honnête et lucide. Le peu de temps qui reste à l'horloge devrait servir à une remise à l'évidence et aux vrais questionnements de nature à savoir en quoi a consisté la liberté des centrafricains au bout de cette fameuse mandature. L'énergie des propagandes peut servir à l'énergie du bilan. L'énergie de la démagogie peut servir à l'énergie d'une communication politique honnête et rassurante. Le déploiement de l'armée pour des opérations de sécurisation des territoires ne doit point se faire sous l'effet des propagandes politiques, qui, en soi traduisent un manque de stratégie militaire véritable.

Les centrafricains qui sont à Ndélé, Obo, Niem et Alindao doivent se reconnaître dans la politique nationale de sécurité et de redéploiement de l'Etat. A n'en point douter le fait de minorer les attentes des centrafricains issus de nos régions a toujours été sources de conflits latents qui n'ont manqué de dégénérer. Bien que les faits soient très têtus, ils n'ont jamais servi de leçon à ceux qui nous gouvernent. Ces **«centrafricains»** de 2020 éprouvent l'idée de ne plus jamais vivre sur leurs territoires comme s'ils étaient dans la caverne. A force de se rendre compte que nos gouvernants n'ont encore tiré les vraies leçons de liberté, l'on est tenté de croire aux propos cinglants de Me Crépin Mboligoumba qui affirmait : **«Mieux vaut ne pas avoir une nation, que de vivre sur une terre à moitié libre et à moitié occupée»**.

Ben Wilson NGASSAN

La Chine, aux côtés de la Mairie du 5^e arrdt contre le coronavirus

Toujours dans la lutte contre cette maladie invisible, l'ambassade de la république populaire de la Chine en Centrafrique a décidé de faire un geste à la Mairie du 5^e arrondissement qui est en quête de kits d'hygiène.

La mairie du 5^e arrondissement a été à l'honneur ce vendredi 5 Juin 2020. Cette localité comme toute autre de la ville de Bangui est aussi mobilisée à lutter contre le covid-19, cette dans cette démarche que le chef de la délégation de la Chine M. Chen Dong a octroyé un don à cette municipalité qui a urgemment besoin. Dans cette modeste générosité, on peut compter : 30 seaux d'eau et 30 cartons de savon de marque Azur.

Une offrande qui a tellement plu au Maire de cette localité de la ville de Bangui, Alain YEMO, tout heureux qui s'exprime en disant : **«Réellement le coronavirus est en République Centrafricaine, cette maladie à laisser d'énorme dégâts. On a depuis lancé une campagne de sensibilisation à la population environnante afin de respecter les mesures barrières contre cette maladie. C'est en suivant les instructions du Président de la république que nous avons décidé d'élargir notre action. C'est pourquoi nous avons décidé de mettre en place ce comité de crise, comme on avait un manque de moyen, que la Chine est venue à notre secours. Nous remercions vraiment l'ambassadeur et toute la communauté chinoise présente en république centrafricaine»**.

Ce don n'est pas un fruit d'hasard, il a pu être réalisé suite à une demande de projet faite par le Maire dudit arrondissement. Ces dons seront repartis de la manière suivante, d'abord 28 seaux pour les chefs de quartier, 3 seaux pour la Mairie du 5^e arrondissement, 1 seau pour l'école Benz VI 1, et enfin 1 seau pour le lycée Ben Rachid. La communauté du 5^e arrondissement a accepté la nature de ce don qui arrive dans un contexte de la crise sanitaire qui touche le pays et que chaque centrafricain doit prendre une initiative pour combattre ce fléau.

La Chine continue de prouver sa solidarité envers la population, après ses multiples dons dans le contexte du covid-19, elle se place maintenant comme un élément protecteur. Un acte à saluer car elle vient contribuer à la lutte contre la maladie.

AUGIER Ronald





email: contact@cash236.com
Tel: 236 73 48 42 19 / 78 94 37 61

**TOI AUSSI JOURS ET GAGNES
2.000.000 FCFA**



ARRIVÉES LOTOCASH - LUNDI 08/06/2020

9h	10h30	12h	13h30	15h
24 - 19 - 25 - 21	40 - 8 - 42 - 10	43 - 31 - 45 - 35	16 - 44 - 48 - 8	14 - 7 - 19 - 18
434.000 Fcfa 1 gagnant - tournant aeroport 234.000 Fcfa 1 gagnant - centre ville arret km5 139.000 Fcfa 1 gagnant - gobongo vert do 40.000 Fcfa 6 gagnants - rue madou - marché ouango - fode km5 - begoua damara - fouayé - petevo marché 2.000 Fcfa 282 gagnants 200 Fcfa 2213 gagnants	40.000 Fcfa 12 gagnants - marché à betalls - ecole nzango - damala don bosco - bolg inarché - fouth Hopital Amitile - marché à betalls - padre plot - sara castor - pk4 face faubert - mokondji ballé - rex km5 - centre social Issa 2.000 Fcfa 300 gagnants 200 Fcfa 2841 gagnants	40.000 Fcfa 10 gagnants - tournant aeroport - bimbo micheline - sapeke pont - ngaragba marché - saint jack - petevo rondpoint - petevo africando - bimbo marché - christianisme fatima - gobongo lycée 2.000 Fcfa 323 gagnants 200 Fcfa 3058 gagnants	40.000 Fcfa 3 gagnants - plateau 6eme - pk11 Alima - gendarmerie bimbo 2.000 Fcfa 290 gagnants 200 Fcfa 3094 gagnants	2.000.000 Fcfa 1 gagnant - sica 1 rue carron 435.000 Fcfa 1 gagnant - ecolog 40.000 Fcfa 17 gagnants - ecolog - pk11 fatima - tournant aeroport - tandres combattant - koudoukou ecole - cite comac - gara yapelle - marché à betalls - arret bus ouango - stade begoua - bimbo micheline - face hotel couronne - mama ndoyo - communautaire hospital 2.000 Fcfa 563 gagnants 200 Fcfa 3774 gagnants

Célestin Yanindji intervient pour éclaircir le communiqué de la FCF

Le communiqué de la Fédération Centrafricaine de Football (FCF) signé en la date du 31 mai 2020 a suscité de vives réactions au sein du milieu footballistique centrafricain. Pour éclaircir la compréhension du peuple centrafricain, le Président de la Fédération Centrafricaine de Football, Célestin YANENDJI, a donné quelques raisons de cette invalidation de la saison sportive 2019-2020. (Problème d'organisation du play-off avec les quatre champions des ligues pour désigner le champion national). Il a mis en priorité la santé des joueurs...

Le championnat de la saison sportive 2019-2020 a été suspendu par le comité Exécutif de la Fédération Centrafricaine de Football au mois de mars dernier à cause du 1^{er} cas d'une personne portant le covid-19 déclaré en République Centrafricaine.

Il faut rappeler que ce championnat était à sa 18^{ème} Journée et que le club AS Tempête MOCAF du président MAPENZI était provisoirement en tête du peloton suivi du Diplôme Football Club du 8^e arrondissement (DCF8) et les Anges de Fatima. Ces clubs attendaient de pied ferme la décision du président de la République pour reprendre et finir la saison.

Voilà qu'ils seront surpris par un communiqué de la Fédération Centrafricaine de Football invalidant la saison sportive 2019-2020 de toutes les compétitions, toutes catégories confondues sur l'ensemble du territoire national. Cette décision a été différemment appréciée par certains les dirigeants de clubs de



football. Pour couper court aux inquiétudes des uns et des autres, Célestin YANENDJI a évoqué entre autres : «*Les difficultés d'organiser le play-off au mois de mars à Berberati vers la fin du championnat qui devait regrouper les quatre leaders des dix-sept ligues*».

Compte tenu de la situation de la pandémie coronavirus, YANENDJI pense que la santé

des joueurs est primordiale sur le jeu, sur un titre. «*Aujourd'hui, nous sommes dans une situation très difficile en République Centrafricaine, nous avons arrêté la compétition sur toute l'étendue du territoire nationale par rapport à la pandémie covid-19. La santé des joueurs est primordiale sur le jeu, sur un titre. Le Comité Exécutif en toute responsabilité s'est réuni pour constater qu'il sera difficile de reprendre le championnat 2019-2020*».

Par la suite de cette intervention, nous pouvons comprendre que cette décision n'a pas été prise par hasard. Elle entre dans la ligne de combat contre le coronavirus souhaité par le Président de la République Faustin Archange Touadera. Sur ce, la fédération doit prendre une décision afin d'accompagner les clubs qui sont secoués économiquement.

Altesse Bonfica